

# LA SOCIOLE

Feuille a-périodique du GDALE -  
Groupe d'Anarchistes de Lille et Environs

n°19 - Mars  
2006

Etat et Patronat présentent,  
avec le soutien des partis de gauche et de droite

## La Famille Précaire

TUC

Interim

Contrat  
d'Avenir

CDD

Apprentissage  
à 14 ans

Stagiaire

Contrat  
Première  
Embauche

Contrat  
Nouvelle  
Embauche

TROIS GENERATIONS  
DE CONTRATS DE MERDE

**LA PRECARITE N'EST PAS UNE FATALITE  
PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN !**

Partage égalitaire du travail et des richesses  
Solidarité et Entraide  
Services publics gratuits  
Autogestion des luttes  
Gestion collective de la société

**GDALE**

Groupe D'Anarchistes  
de Lille et Environs



Retrouvez-nous sur <http://lille.cybertaria.org>

# HARDI-E-S CAMARADES... À QUAND LES BARRICADES !!

Nom d'un poulet grippé, c'est sûr qu'il fait froid... mais ça n'a pas empêché ceux et celles qui osent encore se mêler de leur vie de battre le pavé dès le Mardi 07 Mars. Et depuis il ne se passe pas une semaine sans que lycéenNEs, étudiantEs, précairEs, chômeurSEs, salariéEs ne déboulent dans la rue pour brailler bien fort ce qu'on pense de nos fichues "élites". Gouvernement, patronat et leurs laquais de journalistes nous crachent à la gueule en toute impunité... et alors ! C'est pas la première fois que cette clique essaie de brader l'avenir de la jeunesse au nom de la "Modernité".. qui ne rime qu'avec plus de profits pour une minorité et la galère pour l'immense majorité. Pour mémoire, en 1994 le premier ministre Balladur avait déjà tenté d'instaurer la précarité pour la jeunesse avec son Contrat d'Insertion Professionnelle. Tu parles d'un succès ! Sous la pression de la rue, cet espèce de sinistre avait retiré sa réforme... Pauvre type ! Il n'avait pas suffisamment tenu "droit dans ses bottes". Alors, chiche qu'on recommence ?!

Sauf que cette fois, il paraît (médias aux ordres a l'appui) que c'est différent. Quatre mois après les émeutes populaires des banlieues nos bons princes ont enfin trouvé les solutions "miracle" pour nous redonner l'envie de se faire chier au boulot pour que nos patronNEs s'engraissent.

1. T'es jeunE, tu galères pour te trouver un taf', un appart'... pas de problème : maintenant c'est sûr t'en chieras pendant deux ans au minimum... et ferme ta gueule ! Vive le CPE. 2. T'avais un taf', tu ne l'as plus... T'es pas contentE, t'as qu'à t'en trouver un autre : maintenant c'est sûr t'en chieras pendant deux ans au minimum... et ferme ta gueule ! Vive le CNE.

Alors y'a de quoi gueuler : y paraît qu'avant on trouvait un CDI. C'était pas génial mais au moins on savait à quoi s'en tenir : se faire exploiter toute l'année jusqu'à ce qu'on en crève. Au pire y'avait la paye qui tombait, on pouvait bouffer... Maintenant, grâce aux gouvernements successifs de Gôche comme de Droite, il faut quasiment se mettre à croupetons pour mendier le "droit" de se faire exploiter... Ca c'est du progrès social !

Dans la foulée le gouvernement "Villepin" essaye d'achever ce que tant d'autres ont commencé avant lui (Raffarin, Jospin ou autres...) : démanteler nos services publics. Encore et toujours moins de moyens pour "l'Education Nationale", privatisation de GazDeFrance... Il paraît qu'il n'y a plus assez d'argent dans les caisses !

Mais, du fric, l'Etat en trouve toujours quand il faut essayer de vendre des avions de chasse à l'Arabie Saoudite, fourguer des centrales nucléaires ou payer une croisière "aller - retour" à un déchet flottant comme le porte-avion "Clemenceau".

Et des moyens il n'en manque jamais pour armer les garde-chiourme du régime : les flics et les bidasses. On les a vus se dévouer à leur mission... ces raclures ! FièrEs d'incarner l'ORDRE PATRONAL à coup de matraques. On les a vus se dévouer à leur mission... ces raclures ! Eclater la gueule de Cyril (Camarade syndiqué SUD-PTT) à Paris. Dans le coma depuis. On les a vu se dévouer à leur mission... ces raclures ! Courser Zyed Benna (17 ans) et Bouna Traoré (15 ans). Morts électrocutés en Novembre 2005. On les a vu se dévouer à leur mission... ces raclures ! En 1986, assassiner Malik Oussekine.

C'est sûr y'a bien des raisons de se foutre en rogne. Et on aurait tort de se priver ! Evidemment, les grandes confédérations syndicales (CGT, FO, CFDT, FSU ...) ne sont pas prêtes à amplifier la colère de "la base". Ce n'est d'ailleurs pas leur rôle, elles en seront toujours incapables. Ce n'est pas non plus leur objectif : leurs chefs préfèrent les salons de la négociation à la confrontation avec les revendications des travailleurEs. Nous n'obtiendrons que ce que nous pourrons prendre...

**CONSTRUISSONS ENSEMBLE SALARIÉ-E-S, ÉTUDIANT-E-S,  
LYCÉEN-NE-S, PRÉCAIRES, CHÔMEUREUSES  
LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN.  
LIBRES ET ÉMANCIPÉ-E-S.  
POUR LA SOCIALE, VIVE L'ANARCHIE !**

## POLITIQUE DE LA VILLE : PARQUER LA MISÈRE

La politique de la ville naît il y a une trentaine d'année avec la crise économique des années 1970. L'objectif avoué est de limiter les effets dévastateurs du chômage, de la pauvreté qui touchent en priorité les quartiers populaires et de "rétablir" l'égalité des chances en particulier auprès des jeunes avec la création des Zones d'Éducation Prioritaire (ZEP) en 1983. Cependant, force est de constater, et la récente "révolte des banlieues" l'a mis en pleine lumière, que cette politique a été vaine alors même qu'elle prenait de plus en plus de place sous les sunlights médiatiques en particulier avec la création en 1991 du ministère de la ville bientôt dévolu à Tapie. Rappelons aussi que chaque relance du processus fait suite à une explosion de révolte : les Minguettes dans la banlieue lyonnaise au cours de l'été 1981; Vaulx-en-Velin dans la même agglomération en octobre 1990, mouvements contre le CIP en 1994, Dammarie-les-Lys (Seine et Marne) et Strasbourg en décembre 1997... Quelles sont alors les causes de cet échec ? Pouvait-il en aller autrement ? Quelles classes sociales en profitent véritablement ?

## SOMMAIRE

page 1 : **Fabuleuse affiche** à découper, photocopier, agrandir et coller partout, même dans ta chambre. Disponible sur le site

page 2 : **Edito**

pages 2-3-4-5 : **Politique de la ville: parquer la misère**

page 6 : **Tract anti CPE diffusé par le GDALE**

pages 7-8 : **Prisons - Alors comme ça, l'esclavage est aboli ?**

un peu partout : **des brèves glanées par-ci par-là**

★ **La Sociale - Feuille d'info du GDALE - Groupe D'Anarchistes de Lille et Environs**

**Contactez-nous :**

**4 rue de Colmar - 59000 Lille  
lgroupeanarlille@no-log.org  
<http://lille.cybertaria.org>**

★ *Dis maman, c'est quoi le capitalisme ?* : Constatation d'un jeune de la ville de Saint-Denis (93) : "On ordonne des couvre-feux pour empêcher des mineurs de sortir la nuit, mais le Parlement vient de voter le droit les faire travailler la nuit à partir de 14 ans !" tiré de Résistons ensemble mars 2006.

★ *\*Justice d'abattage\** après les révoltes de novembre. C'est ainsi que le syndicat de la magistrature présente le bilan au 30 novembre des 4 770 interpellations, dont la moitié effectuées après la fin des incidents qui se sont soldées par 4 402 gardes à vues. 703 personnes ont été écrouées dont plus d'une centaine de mineurs. 422 majeurs ont été condamnés en comparution immédiates. 152 personnes ont fait l'objet d'une convocation dans un délai de 10 jours à deux mois et 135 informations judiciaires ont été ouvertes. Au total, environ 75% des procès ont débouché sur de la prison ferme! A ce lourd bilan, il faut ajouter les violences policières. Par chance il n'y a eu que peu d'arrêtés d'expulsion et encore, ces derniers ont été ou seront vraisemblablement cassés. Enfin contrairement à ce qu'annonçaient Sarkozy et ses sbires, selon les RG eux-mêmes les interpellés étaient rarement « connus des services police ». Justice de classe, manipulation de masse et précarisation crasse à l'arrivée.



**Entre politique spectacle, cache-misère et clientélisme.**

Le terme même de "politique de la ville" montre un glissement de mots. Parler de problèmes urbains, c'est faire oublier que la cause de ces maux est bien le capitalisme et les inégalités qu'il génère, et pas seulement l'endroit où l'on vit. Ainsi l'acte 1 de cette politique a été en 73 la circulaire "Ni tours ni barres" et en 77, le programme "Habitat et vie sociale" qui visait à réhabiliter les cités HLM : on s'intéresse avant tout à l'aspect extérieur sur l'air de "cachez cette misère que je ne saurais voir".

Après le ravalement de façade et les destructions spectaculaires de tours (puis les photos de comparaison avant grand angle et après, angle plus réduit où l'on cache la merde), on glisse rapidement vers la politique-spectacle. C'est dans cette logique que Mitterrand nomme Tapie en 92 puis Chirac Borloo, vous savez, le ministre qui dit des gros mots. D'ailleurs son fameux plan lui vaut les éloges de toute la presse alors qu'il ne résout rien et fait au contraire grimper la précarité et le tout-sécuritaire.

Enfin, cette politique de la ville renforce le poids des élus locaux qui pourront échanger contre bonne tenue quelques subventions ou promesses de logement aux associations satellites, et à des individus qui pourront servir de relais d'information et d'apaisement des colères (la promesse de vote est aussi acceptée). C'est aussi la voie ouverte au bidouillage associatif, au placement des potes, aux pré-campagnes électorales... Il n'y a pas que les élus qui profitent du système. En limitant le traitement des problèmes sociaux à des conséquences géographiques et en s'appuyant sur des personnalités jugées "influentes"

dans ces quartiers on alimente les communautarismes ethniques, sexuels, religieux... (voir l'alliance ministère de l'intérieur et conseil du culte musulman et l'appel au calme de l'ultra réactionnaire UOIF (Union des Organisations Islamiques de France) lors de la révolte de novembre).

**Pas de moyens pour les pauvres...**

Même dans une logique réformiste, cette politique n'a jamais eu les moyens des ambitions affichées. Un bon exemple à cet égard est la politique des ZEP<sup>1</sup> mise en place à partir de 1982. Si le nombre d'élèves par classe est moins élevé que dans les établissements normaux, les effectifs restent encore trop importants pour pallier les difficultés des élèves. De plus, aucun temps de concertation n'est prévu dans l'emploi du temps des personnels, les personnels spécialisés (instituteurs dans les collèges, orthophonistes...) ne sont pas recrutés... Bien sûr, l'école ne peut à elle seule résoudre les conséquences des inégalités de classes, mais on ne lui a, au final, jamais laissé la moindre chance de les réduire.

Quant à la nouvelle politique de Robien, elle ne fait qu'aggraver la situation existante en organisant la sortie de nombreux établissements de la REP. Les établissements ZEP devenus Ambition Réussite ne bénéficient de rien. Un millier de "super profs" sont censés venir les rejoindre, mais il n'auront pas de classe devant eux et ces fausses créations de postes ne compensent pas les suppressions de

1 : ZEP : zone d'éducation prioritaire (un collège ou un lycée sont plus spécifiquement visés pour bénéficier d'une aide au fonctionnement) ; REP : réseau d'éducation prioritaire. Zone autour d'un collège ou lycée ZEP comprenant les écoles primaires et maternelles, qui bénéficient d'aides.

**CHAQUE VENDREDI 20H**

**LA VOIX SANS MAITRE**

**L'ÉMISSION DU CCL ET DU  
GDALÉ SUR RADIO  
CAMPLIS (106,6 MHZ).**

**TOUTES LES SEMAINES,  
L'ACTUALITÉ POLITIQUE  
ET SOCIALE VUE PAR DES  
ANARCHISTES !**

# POLITIQUE DE LA VILLE : PARQUER LA MISÈRE

(suite de la p.3)

poste annoncées pour la rentrée prochaine dans ces dits établissements. Et on ne parle même pas des établissements simplement REP voire non REP (plus de 2000 suppressions de postes dans la seule académie de Lille en 3 ans alors qu'elle concentre une part importante des difficultés scolaires du pays).

Au-delà du discours, c'est bien à la pénurie que nous avons à faire quand on observe la prise en charge sociale des quartiers de relégation. Cela se traduit par des réductions drastiques des subventions aux associations de quartier malgré les promesses du gouvernement après les émeutes. Ainsi, début novembre, ce sont les centres sociaux de l'agglomération lilloise (sauf ceux de Lille intra muros complètement cad-

nassés par le PS) qui se sont révoltés puisqu'ils sont obligés de prendre sur leurs fonds de réserve pour payer les salaires et n'ont strictement aucune certitude pour la suite. D'ailleurs il n'est pas innocent de voir que dans les REP et *a fortiori* dans les collèges "Ambition Réussite" on pousse les établissements à faire "école ouverte", c'est-à-dire à ouvrir pendant les vacances afin d'accueillir les élèves alors que c'était l'une des missions des centres sociaux. Enfin, c'est peut-être plus anecdotique quoique très symbolique, la mairie de Lille a réduit sérieusement le nombre de commission à la politique de la ville.

D'une manière générale, ces quartiers populaires restent en marge de l'accès aux services publics : transports en commun, soins, services administratifs... Ainsi, le métro s'arrête aux portes de Lille-Sud, et personne ne s'étonne que dans certains quartiers il y ait une pharmacie pour 10.000 habitantEs.

## Individualisation et Répression

On le voit, l'absence de moyens remet sérieusement en question la logique réformiste de la politique de la ville. Au delà, on s'aperçoit qu'au fil des ans on est passé d'une gestion collective des difficultés des quartiers de relégation à une individualisation des traitements, à un cas par cas qui coûte beaucoup moins cher. C'est là tout le discours des responsables de l'Éducation Nationale pour fustiger l'échec des REP. Alors depuis quelques temps on nous parle d'individualisation des parcours pour mieux prendre en compte les difficultés de l'élève. Qu'est-ce à dire ? Plus aucun souci de réduire le nombre d'élève par classe, la volonté délibérée de conduire celles et ceux qui sont en difficulté vers "l'apprentissage junior" dès 14-15

ans, l'augmentation de la charge de travail des personnels de l'éducation censés être enseignantEs, éducateur/rice/s, psychologues... tout en gérant de manière "différenciée" des classes surchargées. Dans le même temps l'enseignement spécialisé se casse la gueule faute de moyens alors qu'on confie à des enseignantEs non formés des classes de SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté), d'élèves handicapés...

Très rapidement, on glisse d'ailleurs de la "remédiation" individualisée des difficultés à une criminalisation de la misère. A coups de repérage des élèves "hyperactifs" et autres inventions des flico-psychologues, la seule tâche confiée aux personnels est de pister les futurEs délinquantEs. C'est

d'ailleurs le sens du récent rapport Benisti. C'est la même logique qui est à l'oeuvre pour les chômeur/se/s depuis l'instauration du PARE et plus récemment des maisons de l'emploi : le flicage tous azimuts. Les Contrats Locaux de Sécurité (CLS)<sup>2</sup>, les flics municipaux et toutes les lois sécuritaires viennent alors compléter le tout. Enfin, on peut se poser des questions quant à l'organisation de la pénurie dans ces quartiers pour une gestion sécuritaire de la misère. Ainsi la faiblesse du réseau de transport en commun a été

novembre pour parquer les "incendiaires" dans leurs quartiers (et toute la population qui y vit). Comment s'étonner alors que ce soient les voitures des voisinEs qui crament et pas celles des bourgeoisES ?

## C'est tous les jours Noël pour le patronat

Les riches, en revanche, respirent enfin ! Comme si la gauche plurielle n'en avait pas assez, fait, Raffarin puis de Villepin multiplient les cadeaux aux employeurs et aux autres : précarisation des salariéEs, exonération d'impôts et de cotisations (qui grèvent le budget de la Sécu bien plus que les prétendues fraudes).

C'est dans les quartiers populaires que les agents recruteurs du patronat et de l'Etat viennent en priorité rechercher une main d'oeuvre corvéable à merci : interim, petits boulots plus ou moins déclarés, contrats aidés du secteur public et associatif (des TUC de 1984 au récent Contrat d'avenir). Ce sont encore évidemment les jeunes issus des quartiers populaires qui sont la première cible visée des CPE et CNE. D'ailleurs compte tenu de la ségrégation à l'embauche, ils et elles n'ont pas d'autres choix que le travail précaire. Enfin ce sont évidemment les élèves "décrocheurs" qui 2 : Voir notamment La sociale de novembre 2002

## ▲ MOBILIER URBAIN

### prototype siège anti pauvres

prévu pour qu'ils ne puissent dormir  
prévu pour qu'ils ne restent plus de 20 minutes



# POLITIQUE DE LA VILLE : PARQUER LA MISÈRE

(suite de la p.4) sont visés par "l'apprentissage junior" dès 14-15 ans. La discrimination à l'embauche est une réalité, et ce ne sont pas les jeunes les plus largués par le système scolaire qui seront pris, mais celles et ceux qui allaient jusqu'alors en lycée professionnel. De toute façon, comment le patronat pourrait-il réussir à former des centaines de milliers de nouveaux apprentis alors que le personnel des Centres de Formation d'Apprentis (CFA) n'augmente pas ? Il y a fort à parier qu'ils et elles se retrouveront dans des PME à faire de sales boulots, à peine payés et sans recevoir de formation sérieuse. Précarisation et déqualification ont donc de beaux jours devant elles !

La politique de la ville se révèle dès lors être un énième cadeau au patronat en réduisant à néant les conditions de travail des salariéEs. Les étrennes à la bourgeoisie ne s'arrêtent pas là. En effet, pour "résorber le chômage" dans les quartiers populaires, l'Etat a créé les Zones Franches Urbaines en 1996. A coup d'exonération fiscales (qui s'ajoutent aux exonérations sur les contrats de merde), les entreprises sont incitées à s'implanter dans les quartiers populaires. Cependant il n'y a aucune obligation à rester au-delà de la période d'exonération fiscale ni à recruter au sein du quartier. Peu importe l'arnaque, puisque le programme de ZFU a été relancé en 2003 (passage de 41 à 85) puis 2006.

## Et vive la sÈgrÈgation sociale et l'expulsion des pauvres.

La politique de la ville n'a en rien gêné le processus de gentrification, c'est-à-dire l'expulsion des pauvres des centre-ville. A ce titre, Lille est encore un bon exemple. Ancien quartier pourrissoir, le vieux Lille s'est presque totalement embourgeoisé à coup de rénovation-hausse des prix du foncier et des loyers. De même, le coup médiatique de Lille 2004 a permis de raser les tours de la proche périphérie et on nous annonce pour bientôt un Euralille 3 où des immeubles de bureaux se dresseront fièrement en lieu et place des HLM du boulevard de Belfort, alors que le nouveau commissariat se construit à l'entrée de Lille-sud.

L'hyper-centre (vitrine touristique de la ville) est débarassé de ses SDF grâce à l'arrêté anti-alcool pris fin 2000 par la mairie. Dans la même veine, le mobilier urbain évo-

lue et les bancs des abribus sont conçus de façon à ce qu'on ne puisse plus s'y coucher. D'ailleurs les abribus n'abritent même plus du vent. Idem pour le parc du boulevard Lebas : des grilles de 4 mètres de haut protègent les arbres des hordes de délinquantEs qui préparaient son invasion (2/3 du budget du parc !). Une ville bien propre, bien lisse, où hommes d'affaires, consommateur/trices et touristes peuvent s'égailler sans crainte de se faire agresser par une main tendue...



Récemment, une association avait d'ailleurs fait toutes les démarches nécessaires pour ouvrir des wagons aux SDF sur le site de la gare de marchandises Saint Sauveur. SNCF, SER-NAM, préfecture avaient donné leur accord... et c'est la mairie socialiste

qui a refusé le projet. Faudrait pas que le bourgeois voie la misère de trop près.

Dans la même logique, cette "politique de la ville" accompagne les politiques de fermeture des frontières. Rappelons-le, les cités HLM ont eu de plus en plus pour but d'héberger les immigréEs recrutés par le patronat depuis les années 1920. Or, la circulaire de 1973 en mettant un frein à la construction marque bien la volonté de ne plus accueillir personne voire de les expulser. C'est d'ailleurs à cette époque que des patrons négriers comme Peugeot à Montbéliard-Sochaux, grands bâtisseurs de cités sans âmes pour parquer LEURS ouvrierEs ont, en accord avec l'ONI (Office National de l'Immigration, devenu Office des Migrations Internationales) arnaqué les immigréEs qui ont dû renoncer à leur carte de séjour et aux droits sociaux acquis en France contre 120.000F<sup>3</sup>. Nous voyons aujourd'hui que la situation n'a fait qu'empirer, quant aux immigréEs récents, avec ou sans papiers, ils et elles sont condamnés aux logements insalubres soit loués bien cher par les marchands de sommeil soit squattés parce qu'il n'y a que ça.

La politique de la ville est donc à la fois une impasse et une imposture. C'est au capitalisme qu'il faut s'attaquer. Enfin depuis quand quelques éluEs, architectes et autres entrepreneur/se/s du bâtiment devraient nous dire comment nous devons vivre dans nos quartiers? Il est temps de prendre nos affaires en main pour en finir avec la misère et le relégation.

**Le Centre Culturel  
Libertaire s'autogère,  
alors fais-en autant !**



Une bibliothèque, une librairie, des concerts, du théâtre, des débats-discussions, des groupes politiques qui se réunissent...

**centre culturel libertaire**

4 rue de Colmar - M Pte des postes - ccl59@no-log.org -  
03.20.42.82.72 - <http://lille.cybertaria.org>

**GÉRONS LA VILLE NOUS  
MÊMES !**

**RÉVOLUTION SOCIALE ET  
LIBERTAIRE !**

3 : Maurice Born, Pas de Quartier ! De quelques figures du déracinement, éditions ACL, 2005.

# CONTRAT PREMIÈRE EMPLOI

## « FERME TA GUEULE ET RAMPE ! »

Depuis février, la mobilisation n'a cessé d'augmenter contre le CPE (Contrat Première Embauche et le loi sur l'égalité des chances (apprentissage à 14 ans, travail de nuit dès 15 ans...). Présentés comme des remèdes miracles contre le chômage des jeunes (618.000 sans emplois dont 100.000 sous le seuil de pauvreté, soit 25 % de chômage chez les moins de 26 ans), ils ne sont qu'une nouvelle attaque contre les droits du travail qui s'inscrit dans la droite ligne d'une logique en place depuis trop longtemps : l'État huile les rouages du Capital dont nous sommes les fusibles.

### En janvier, soldes ≠ esclaves !

Pour les moins de 26 ans, le CPE c'est le principe entériné du salarié jetable, et ce pendant une période d'essai de deux ans qui précède, potentiellement, tout CDI pour les entreprises de plus de 25 salariés. Plus prosaïquement, c'est pour les patronNES qui le souhaitent -et autant dire qu'ils/elles vont pas se gêner- la possibilité de licenciement sans préavis et sans justification.

En conséquence de quoi, unE jeune peut tout à fait aller récupérer les chiottes sans broncher, difficile de défendre ses droits, le paiement d'heures supplémentaires, ou le montant même de son salaire, lorsque la porte de sortie vous pend constamment au nez. C'est l'avènement de l'acceptation du n'importe quoi, le renforcement de cet horrible chantage au pain quotidien que la bourgeoisie étatique est sur le point d'instituer. Tu crèveras d'abstinence pendant que ton/ta patronNE s'arrondira la panse !

Le CPE c'est aussi la hausse des exonérations financières pour les entreprises, histoire que le patronat n'ait aucune rancœur à louer de l'esclave. Servez-vous bourgeoisES, c'est l'État qui régale ! L'absence de situation stable pendant deux fois 365 jours, c'est le risque permanent de se retrouver, du jour au lendemain, à devoir pointer à l'ANPE avec, pour

seule compensation, 460 euros d'indemnité dans les poches. À la peur continue d'être remplacéE par un autre dindon, s'ajoute la menace d'un remplacement, petit à petit, des CDI syndiqués par des CPE malléables, et le risque avéré d'un remplacement des plus âgés d'entre nous par des jeunes renduEs institutionnellement plus dociles... Encore une fois, c'est l'enterrement de la conscience de classe et la mise en concurrence des travailleurs-ses, ici intergénérationnelle, qui sont proposés.



### La Gangrène, c'est le salariat ! Riposte de classe !

Loin de nous méprendre sur des prétendus objectifs de baisse du chômage — qui a fini depuis un moment de coïncider avec baisse de la misère — le contrat première embauche n'est en fait qu'une pierre de plus sur l'édifice capitaliste. Pour les puristes, cette nouvelle mesure suit de près l'annonce de la suppression de 6.000 postes ouverts aux concours de l'enseignement et le retour, sur le devant de la scène, de la réforme Bolkenstein.

Notre travail ne nous appartient pas ; notre travail, c'est de la plus-value, de la richesse à prendre pour les patrons de tous types. Alors ils la prennent, ils la volent, et ils le feront aussi longtemps que le salariat existera. Ainsi va la lutte de

classes, qui ne cessera que lorsque nous y mettrons fin.

Après le Contrat Nouvelle Embauche (CNE) d'août 2005, la classe bourgeoise sort avec le CPE un remède destiné à ceux et celles qui n'ont pas encore eu la chance de perdre leur vie à la gagner. Le but reste le même : éradiquer tout ce qui reste de droits acquis par les travailleurSES pour les transformer en chair à patronNES, corvéables à merci. La gauche étatique a beau essayer de se montrer en manif et se la jouer prolo-révoltée, on entend encore les casseroles qu'elle se traîne. Que ce soit avec le développement de l'intérim sous Mitterrand ou plus récemment avec l'institution des sacrosaintes 35 heures (synonyme de flexibilité pour l'employeur), ces politiciardES n'ont pas hésité à brader nos conquêtes sociales pour le bénéfice des patronNES. De Droite comme de Gauche, ils et elles ne sont que les laquais des Capitalistes. Face à la menace de la rue, le gouvernement a d'ores et déjà décrété l'urgence sur ce projet de loi dit "de l'égalité des chances" (sic). Peine perdue, il retrouve face à lui une hausse de la mobilisation (plus de la moitié des facs en grève, de nombreux lycées...

Quelle que soit sa forme, le salariat fait de nous tous, exploités, des précaires. Cette réforme n'est que le bubon trop voyant d'une attaque capitaliste générale !

Face à cela, il n'est pas d'aménagement qui tienne, pas de "politique sociale d'entreprise", de "partenariats" qui servent les intérêts des prolétaires. Et pourtant, les grandes centrales syndicales se limitent depuis longtemps à une politique de cogestion et de gentilles organisatrices de promenades en centre-ville en signe de (complaisante ?) protestation...

**NOUS AVONS DES ARMES  
DE CLASSE, L'ACTION  
DIRECTE, LA GRÈVE ET  
NOTRE SOLIDARITÉ POUR  
ATAQUER LE CAPITAL ET  
ABATTRE L'ÉTAT !**

★ **Du mouvement dans l'Education Nationale** : Pour la deuxième année consécutive, l'académie de Lille est en tête des suppressions de postes. Perdant selon les chiffres officiels 20% du nombre d'élèves pour la France, on lui sucre 30% des postes. Cela donne près de 700 postes supprimés pour 7000 élèves en moins alors que dans les écoles primaires, 1000 élèves en plus n'entraînent qu'un gain de 4 postes. Pourtant rappelons-le l'académie est l'une des plus défavorisées du pays si l'on regarde la situation sociale et scolaire des élèves. Pour refuser cette carte scolaire, dénoncer l'apprentissage à 14 ans et le CPÉ plusieurs collèges de l'académie ont multiplié les actions depuis février: occupations de nuit, collèges morts, grèves, manifs... Pour le moment, ministère et rectorat font la sourde oreille. Conclusion: on précarise les pauvres et on prépare le terrain en foutant en l'air leurs chances à l'école.

★ **Recyclage de la gauche poubelle**: Alors qu'au pouvoir le PS et ses alliés ont multiplié le recours aux emplois précaires dans la fonction publique (TUC, CES, CEC, emplois jeunes) et l'ont facilité dans le privé (dégrèvement fiscaux sur les temps partiels, généralisation des CDD, de l'intérim, PARE...) ils et elles se font les chantres, comme Martine Aubry à l'IEP de Lille le 13 mars de la lutte contre la précarité. On croit rêver ! Virons sans préavis ces bouffonNES de gauche comme de droite qui n'ont que la précarité à offrir.

Indymedia Lille

site d'information en publication ouverte sur les luttes sociales

Agissez ! Publiez !  
Soyez le média !

<http://lille.indymedia.org>



# LES MURS

PRISONS



## PRISONS - ALORS COMME ÇA, L'ESCLAVAGE A ÉTÉ ABOLI !

Les tenant-e-s de la démocratie représentative usent de violence pour nous effrayer, nous maintenir dans la crainte de violer leurs lois par définition répressives. Qu'ils-elles se dotent d'une telle armada de policiers et gendarmes, sans parler de l'armée, en est une preuve flagrante. Non content-e-s de vouloir contrôler chacun de nos actes, chacune de nos pensées, ce qui est impossible, ils-elles vont jusqu'à tenter de broyer les individu-e-s qu'ils-elles jugent néfastes au bon fonctionnement de la société en les envoyant en taule où ils-elles subissent toutes sortes de tortures physiques et psychologiques.

59241 détenu-e-s en France au 1er décembre 2005, soit près d'une personne sur mille en prison à ce jour. Ce nombre ne prend pas en compte les personnes placées sous bracelet électronique (1.000) ni celles en "milieu ouvert", c'est-à-dire en sursis ou faisant des travaux d'intérêt général (125.000). Le pourcentage des détentions d'une durée supérieure à 5 ans (35, 7%) montre bien que le seul but de la prison

bonne leçon" à de "mauvais-es" citoyen-ne-s, mais de les couper de la société, de les enfermer et si possible de les exploiter encore et toujours. Environ 1 prisonnier-e sur 2 est sous l'obligation de travailler lors de sa détention<sup>1</sup> pour un salaire de misère (pas plus de 300 euros par mois). Parmi les entreprises qui profitent allégrement de cette main d'oeuvre bon marché (comme d'autres profitent des sans-papier-e-s), on peut citer Sagem, Vuitton, les restaurants Maxim's etc Il faut noter qu'il n'y a pas de code du travail en prison, par conséquent pas de contrat...

Ce n'est pas ce qu'on appelle l'esclavage ?<sup>2</sup>

La plupart des incarcéré-e-s vivent dans des conditions sanitaires et de surpopulation qui sont voulues par les systèmes judiciaire et carcéral. Le bruit à toute heure (télé, clés, voix...), le manque d'espace, la nourriture dégueulasse, l'éloignement d'avec les proches, la violence inhérente au lieu, la violence et le mépris des matons surtout, la déprime, la crainte

(suite de la p.7)

## ALORS COMME CA...

de se retrouver au mitard (cellule d'isolement)... Toutes ces raisons et bien d'autres débouchent sur 3 débuts de grève de la faim par jour, 3 tentatives de suicide, dont une effective tous les 3 jours. S'agissant des détenu-e-s gravement malades, la loi Kouchner de 2002 sur la suspension de peine pour raison médicale est appliquée au compte-goutte. De plus, depuis octobre 2005, les juges sont dans le droit de refuser cette suspension s'ils considèrent que le-la détenu-e- est susceptible de récidiver ou de provoquer des troubles importants à l'ordre public (notion quelque peu floue que chacun-e peut interpréter comme il-elle l'entend)...

De nouvelles prisons sont actuelle-

ment agrandies ou construites à la hâte, cela non pour désemplir celles existant déjà mais pour accueillir un nombre de détenu-e-s qui va toujours croissant. Et un grand nombre de personnes vivant ensemble dans des conditions pareilles, cela crée un vivier de révolté-e-s. Il y a régulièrement des mutineries, violemment réprimées ça va sans dire. Alors on isole les détenu-e-s les uns des autres. Il faut surtout éviter la solidarité et l'échange d'informations entre taulard-e-s, qu'ils-elles se contentent du prêche à la télé, pour celles qui y ont accès. Par exemple, dans la nouvelle prison de Séquedin (qui remplace celle de Loos), les cellules sont individuelles, placées les unes à côté des autres sans vis-à-vis, ceci pour empêcher toute communication entre les détenu-e-s. Ces dernier-e-s sont enfermés-e-s 22 heures sur 24. Cette pratique d'isolement est de plus en plus souvent appliquée dans les prisons françaises comme dans les autres pays (Turquie, Espagne, Etats-Unis...).

La division entre « catégories » de taulard-e-s va encore plus loin puisqu'on sépare les femmes et les hommes, les mineur-e-s et les majeur-e-s, les sans-papier-e-s et les français-es. D'ici à la fin 2006, le gouvernement prévoit la construction de 7 EPM (établissements pour mineurs) qui viendront s'ajouter aux quartiers pour mineurs et centres fermés existant déjà et permettront d'expérimenter des méthodes de surveillance et de contrôle, les détenu-e-s étant placé-e-s 24h/24



sous l'oeil des adultes. Quant aux sans-papier-e-s, privés-e-s de tout droit, dont en premier lieu celui de circuler librement sur le territoire français, ils-elles sont enfermés-e-s dans des centres de rétention en attendant d'être expulsé-e-s. Personne n'est illégal !

### Détruisons les prisons pierre par pierre!

Pour ce faire et en attendant d'avoir un stock de lance-flammes, on peut écrire aux détenu-e-s, leur rendre visite, soutenir et participer aux collectifs, feuilles d'info, radios<sup>3</sup> anti-carcéraux...

### DEHORS, DEDANS, BRISONS LES MURS TOI-TE-S ENSEMBLE !

1 : Voir sur l'obligation à travailler en taule, l'article intitulé "soutien à Christophe" paru dans La Sociale de novembre 2004

2 : Esclave : personne de condition non libre, considérée comme un instrument économique pouvant être vendu ou acheté, et qui est sous la dépendance d'un maître (Larousse)

3 : Notamment « La brèche », tous les 1ers vendredi du mois de 20h à 21h sur radio campus 106.6 FM

## AGENDA

★ **jeudi 23 mars, 15h : Manif anti-CPE**, RV Porte de Paris.

★ **samedi 25 mars, 20h30 : No evening dress et Less kro** en concert au Centre Culturel Libertaire. 3 euros

★ **mardi 28 mars, 15h : Manif anti-CPE et appels à la grève de plein de syndicats** (certains syndicats appellent déjà à la grève reconductible et ont bien raison) RV porte de Paris

★ **jeudi 30 mars : Appel à la grève des intermittent-e-s du spectacle.**

★ **Tous les mercredis, 18h00 :** Rassemblement de soutien aux sans-papierES, Place de la République.

★ **Pour compléter votre agenda :**  
<http://lille.cybertaria.org>  
<http://lille.indymedia.org>

## NEWS DU CCL

★ **Internet au CCL c'est pour bientôt!** une connexion haut débit va être installée d'ici peu. Consultation à prix libre aux heures de permanence.

★ **La distro du CCL ça y est c'est parti :** CD et disques de plein de groupes. N'hésitez pas à apporter vos (auto-)productions...

**Et toujours la bibliothèque, la librairie, les débats, les concerts et le reste...**

**Permanences les mercredi et samedi de 15h à 18h**

4 rue de Colmar - M° porte des postes - Lille. 03.20.42.82.72

[ccl59@no-log.org](mailto:ccl59@no-log.org)



## OÙ NOUS RETROUVER !



**Vous pouvez rencontrer le Groupe D'Anarchistes LilloisEs :**

- **mercredi : 12h30-14h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.**
- **vendredi : 20h-21h, écoutez La Voix sans Maître, émission du groupe et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus - 106,6FM.**

**Notre adresse : GDALE, c/o CCL, 4 rue de Colmar, 59000 Lille.**

**e-mail : [1groupeanarlille@no-log.org](mailto:1groupeanarlille@no-log.org).**

**Retrouvez-nous également sur <http://lille.cybertaria.org>**

Feuille d'information  
publiée par le Groupe  
D'Anarchistes LilloisEs.

Envoi gratuit sur demande.

Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien :  
1 an -10 euros. Chèques à  
l'ordre de C.E.G.